 GOVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Egalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
--	--

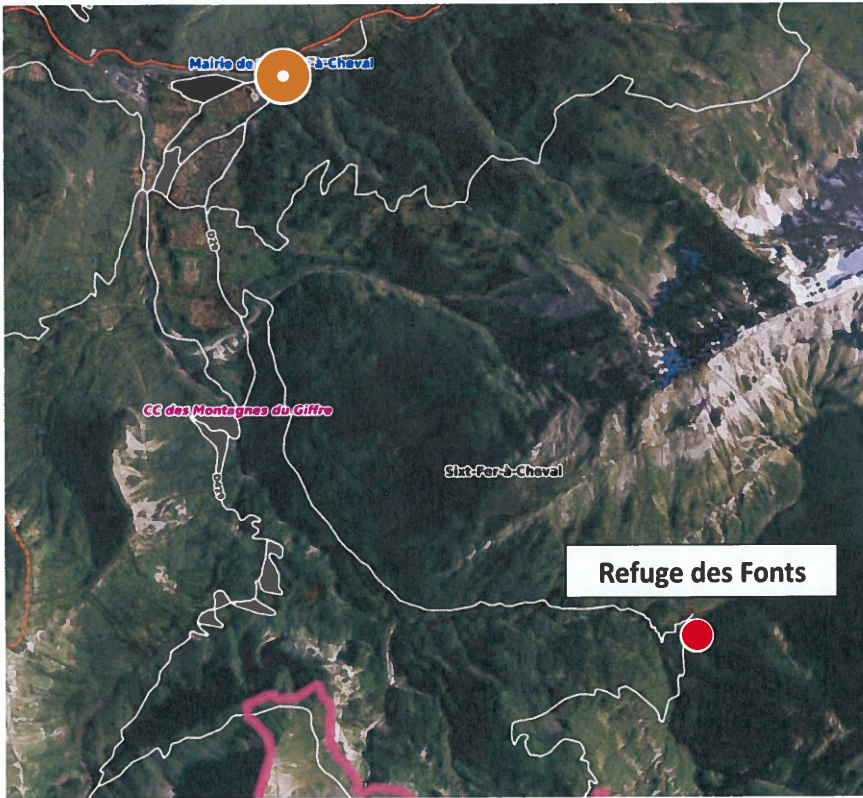
En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

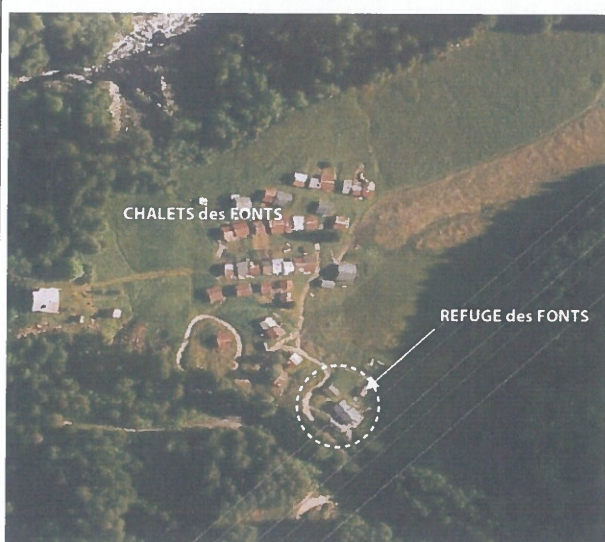
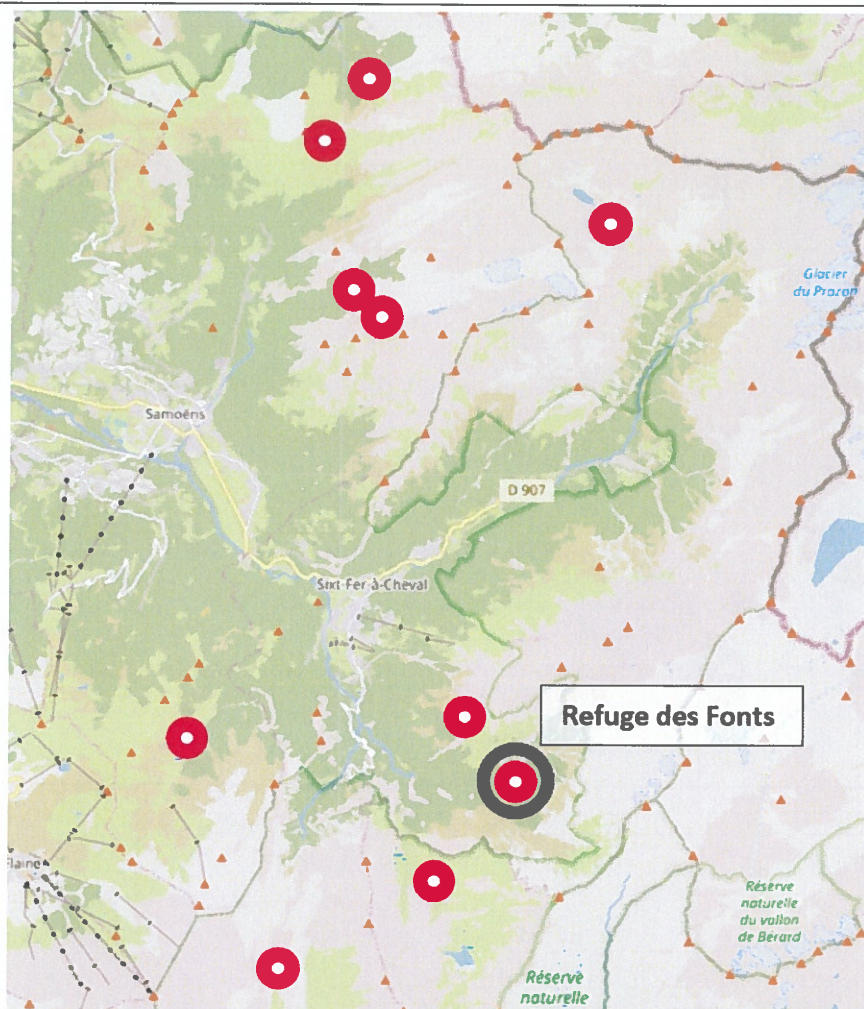
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

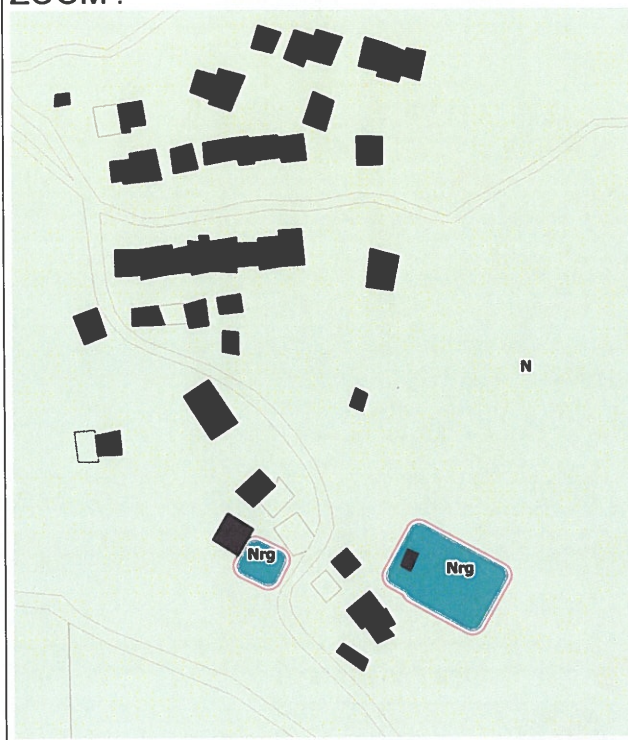
1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Sixt-Fer-à-Cheval
SIRET/SIREN
217402734
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Sixt-Fer-à-Cheval 55, route de la Cascade du Rouget 74740 Sixt-Fer-à-Cheval
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
BOUVET Stephane
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Ludivine Germain, Urbaniste EPODE Annecy / Chambéry
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
l.germain@epode.eu

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU de la commune de Sixt-Fer-à-Cheval
2.2 Intitulé du document
Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU de la commune de Sixt-Fer-à-Cheval approuvé le 8 février 2018 https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=6.776113&lat=46.054712999999999&zoom=13&mlon=6.776113&mlat=46.054713
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
commune de Sixt-Fer-à-Cheval (74)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Refuge des Fonts 



Annexe II

ZOOM :



3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Un périmètre de SCoT a été arrêté par le Préfet de Haute-Savoie le 22 décembre 2017
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SAGE bassin de l'Arve SDAGE Rhône Méditerranée GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) SRCE Rhône-Alpes SR Climat- Air - Energie Rhône-Alpes Projet Grand Site de Sixt-Fer-à-Cheval
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
24 janvier 2017
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Non lié à la procédure en cours

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

La commune de Sixt-de-Fer-à-Cheval dispose d'un projet de réhabilitation d'un refuge d'intérêt général, avec constructions, nécessitant une procédure d'évolution du PLU en vigueur.

En effet, la commune, destination incontournable en matière de tourisme de montagne dispose de plusieurs refuges. Le refuge des Fonts, qui existe depuis plus de 100 ans, présente un projet de réhabilitation, afin d'améliorer les conditions d'accueil.

Le projet ne peut se réaliser via le zonage existant du PLU (zone Naturelle N) et c'est pourquoi la Déclaration de Projet entraînant mise en compatibilité du PLU est requise.

La Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU est la procédure adaptée au vu de l'article L153-54 du Code de l'Urbanisme qui stipule qu'« une opération faisant l'objet ... **d'une déclaration de projet**, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ».

Le Conseil Municipal de Sixt-de-Fer-à-Cheval, compétent en matière d'urbanisme, conduit la procédure d'évolution du PLU afin de permettre la réalisation d'un projet d'intérêt général, la réhabilitation et restructuration avec constructions, du Refuge des Fonts. Par délibération en date du 4 octobre 2021, la Commune a lancé la Déclaration de Projet n°1 de son PLU.

Il s'agit de **reclasser de la zone naturelle (N) en STECAL Nrg** pour permettre la reconstruction du refuge des Fonds qui constitue un projet d'intérêt général, pour 732 m².

Sixt-Fer-à-Cheval est soumise à la loi Montagne et le projet de réhabilitation du refuge des Fonds entre dans le cadre d'une **UTN (Unité Touristique Nouvelle) locale**.

L'article R122-9 du Code de l'Urbanisme détaille les projets constituant une UTN locale :

« **Constituent des unités touristiques nouvelles locales**, pour l'application du 1° de l'article L. 122-18 :

c) La création de refuges de montagne mentionnés à l'article L. 326-1 du code du tourisme, ainsi que leur extension pour une surface de plancher totale supérieure à 200 mètres carrés. »

Afin de tenir compte de cette UTN locale et de rendre possible le projet, il sera nécessaire de prévoir **une OAP** (Orientation d'Aménagement et de Programmation) spécifique pour le secteur du refuge.

L'article L151-7 II du Code de l'Urbanisme précise qu' « en zone de montagne, **ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales** ».

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Sixt-Fer-à-Cheval : 759 habitants (INSEE 2019)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	66,53 ha	0,56%	66,53 ha	0,56%
zones 1 AU	8,55 ha	0,07%	8,55 ha	0,07%
zones 2 AU	0 ha	0%	0 ha	0%
zones A	329,38 ha	2,78%	329,38 ha	2,78%
zones N	11458,71 ha	96,59%	11458,71 ha	96,59%
Total	11863 ha	100%	11863 ha	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

L'objectif en la matière était d'améliorer la densité bâtie et de diviser la consommation foncière par logement par 1,5 à 2.

Extrait du PADD (p.10) :

- Modérer la consommation foncière en réduisant le ratio foncier consommé/logements.
- L'analyse du registre des permis de construire de la Mairie de Sixt met en avant un ratio de 1130 m —/logements sur la période 2000-2015.
- L'objectif de modération de la consommation du PLU est de passer à un objectif compris entre 600 et 700 m —/logements sur la période 2015-2030.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, doit permettre la réalisation du projet de réhabilitation et restructuration du refuge des Fonts avec création de deux bâtiments. Ce projet constituant une UTN locale, une OAP spécifique est prévue telle que le stipule le code de l'urbanisme. Celle-ci précisera « **la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement** »

Objectifs de la procédure :

- La construction des deux bâtiments en lien avec le projet de restructuration du refuge des Fonts pour une surface de plancher de 360 m² ;
- Il permettra au refuge de répondre aux normes actuelles (confort, sécurité incendie et accessibilité) pour plus de fonctionnalité, il offrira une capacité d'accueil restaurant (45 places) et une capacité d'accueil couchages (similaire à celle existante mais réorganisée, 32 couchages).
- L'intégration architecturale du projet en cohérence avec le refuge initial ;
- L'insertion du projet dans l'environnement immédiat et le grand paysage ;

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui : autoriser des constructions en zone Nrg

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Le STECAL (secteur de taille et de capacité limitée) Nrg en deux sites doit permettre :

- la réalisation d'un abri sécurité (13m² de surface de plancher environ)
- la construction d'un refuge pour une superficie de 360 m² de surface de plancher.



Zone Nrg à l'ouest : abri sécurité ; Zone Nrg à l'est : nouveau bâtiment du refuge

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les

territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Toutefois, une analyse environnementale de ce projet a été réalisée dans le cadre de la procédure de Déclaration de projet, et intégrée au rapport de présentation.

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et les superficies

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un déclassement mais de la mise en place d'un STECAL (Secteur de Taille et de Capacité Limitée) en deux sites actuellement en zone naturelle (N), intégrés dans une nouvelle zone Nrg. Les zones ont été dessinées autour des bâtiments projetés sur la base de l'AVP, avec une marge de 3 m.



Zone Nrg à l'ouest : abri sécurité = 130 m² de zone Nrg ; Le règlement limite la surface de plancher à 15 m²

Zone Nrg à l'est : nouveau bâtiment du refuge = 600 m² de zone Nrg ; Le règlement limite la surface de plancher à 370 m²

- de créer de nouvelles protections environnementales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les protections et leurs superficies

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

L'état actuel du refuge, vieillissant malgré les travaux effectués par les précédents gardiens, nécessite aujourd'hui la réalisation de gros travaux : refecton des dortoirs, de la salle à manger et de la cuisine pour plus d'espace et de mise aux normes sanitaires.

La fréquentation touristique estivale progresse année après année. Le refuge actuel est dépassé et nécessite d'agrandir l'espace de travail, le logement des gardiens et l'espace destiné aux clients. La crise sanitaire de 2020 a été un déclencheur du projet, le protocole

sanitaire strict devant être appliqué au refuge a fait prendre conscience du problème. La distanciation étant quasiment impossible à mettre en place en l'état actuel.

- **Description du projet :**

Le projet du refuge des Fonts doit permettre :

- *répondre aux normes actuelles (confort, sécurité incendie et accessibilité),*
- *être autonome d'un point de vue énergétique : énergie électrique 100% autonome grâce aux panneaux solaires,*
- *être fonctionnel pour les exploitants mais aussi pour les clients,*
- *offrir une capacité d'accueil restaurant (45 places),*
- *offrir une capacité d'accueil couchages (similaire à celle existante mais réorganisée, 32 couchages).*

Trois scénarii ont été étudiés : 1-démolition-reconstruction sur place ; 2-construction d'un nouveau refuge et abandon de l'existant ; 3-construction d'un nouveau refuge et conservation de l'existant pour le logement du personnel.

Une réhabilitation ne semblait pas réaliste car trop coûteuse, pas adaptée aux besoins, et aurait eu pour effet de dénaturer le bâti existant. La seconde solution impliquait également d'abandonner le patrimoine que constitue le refuge actuel et imposait une construction nouvelle plus grande que celle projetée.

La solution retenue (donc la n°3), permet à la fois de conserver le refuge actuel pour une fonction de logement du personnel, ce qui constitue un enjeu à part entière, et d'envisager une construction nouvelle contenue et aisément intégrable dans le site.

Ce nouveau bâtiment, d'une surface de plancher d'environ 360 m², accueillera la salle à manger, les couchages en petites unités de 2 à 6 places, les sanitaires avec un bloc au rez-de-chaussée et un à l'étage.

Le vieux refuge (chalet n°110, référence cadastrale) sera conservé pour créer 2 chambres séparées de la structure pour les aides-gardiens sur environ 20m². Le bâtiment actuel n°1055 (référence cadastrale) accueillera les sanitaires et le stockage du chalet n°110.

Le nouveau bâtiment, d'une surface de plancher d'environ 360 m², accueillera la salle à manger (45 places), les couchages en petites unités de 2 à 6 places (pour 32 couchages), les sanitaires avec un bloc au rez-de-chaussée et un à l'étage.

Un abri sécurité sera créé de l'autre côté de la voie, dans le prolongement bâti, pour environ 13 m² de surface de plancher.

Emprise au sol : 207.9 m²

Le bâtiment est raccordé à un système d'assainissement non collectif.

Le bâtiment est autonome dans sa production d'énergie grâce à l'intégration de panneaux solaires couplés à des batteries, la présence d'un poêle et d'un insert couplé à des bouilleurs, la présence d'un groupe électrogène et de deux cuves à gaz.

Les eaux pluviales sont collectées par un système de cheneaux et rejeté sur le terrain naturel.

Nouveau refuge des Fonds

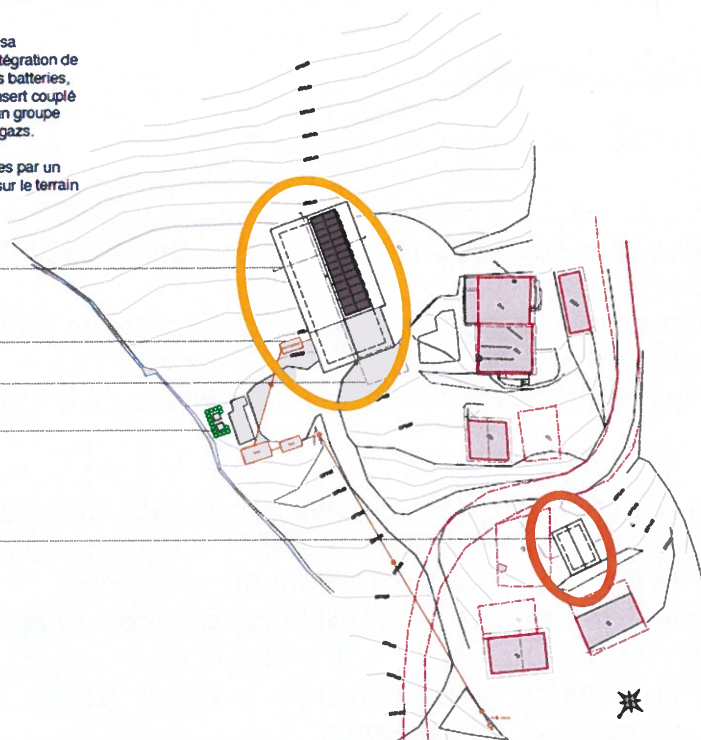
Assainissement individuel

Emplacement de l'ancienne remise

Cuves à gaz

Abri de sécurité

Création d'un refuge à Sud-fer-a-cheval
AVP
Etat projet
Plan masse
Echelle : 1/500 e



Projet de refuge – phase AVP



Projet de refuge – Projet d'abris sécurité



- **Mise en compatibilité du PLU avec le projet:**

2.1. La mise en place d'un STECAL

Afin de rendre ce projet possible, la délimitation d'un STECAL (secteur de taille et de capacité limitée) est requise, en zone naturelle, au titre de l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme, *pour définir « les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel de la zone.*

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics. »

En effet, la zone naturelle N, concernant actuellement l'emprise des bâtis projetés, ne permet pas leur construction.

Celui-ci doit permettre de :

- construire un refuge pour une superficie de 360 m² de surface de plancher.
- réaliser un abri de sécurité (13m² de surface de plancher environ)

Le plan de zonage

En ce sens, il est prévu la mise en place de **deux secteurs Nrg** (zone naturelle de refuge) au plan de zonage, pour l'implantation de 2 nouveaux bâtiments : le refuge, côté est de la voie et l'abri sécurité côté ouest de la voie. Les zones sont délimitées autour des implantations projetées, avec une marge de 3 mètres.

Le règlement

Le règlement est complété aux articles suivants pour les secteurs Nrg,:

Art.2 : Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières

- Les constructions, les installations, ouvrages et aménagements, nécessaire au projet de refuge, dans la limite totale de 390 m² de surface de plancher, dont 370 m² pour le STECAL est (refuge), et 15 m² pour le STECAL ouest (abris sécurité). Ils devront être réalisés en cohérence avec l'OAP valant UTN locale.
- Les exhaussements et affouillements du sol liés aux constructions autorisées dans la zone et limitées à l'assise nécessaire aux constructions.
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière, et qu'ils s'inscrivent dans le paysage.

Art.4 : Desserte par les réseaux

- Eau :
L'alimentation en eau potable est gérée par une source privée répondant aux normes de salubrité publique.
- Assainissement :
Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit mettre en œuvre un dispositif d'assainissement autonome conforme aux normes sanitaires en vigueur.

Art.6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

- Les constructions devront s'implanter soit en recul des voies et emprises publiques, soit à l'alignement

Art.7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

- Les constructions devront s'implanter soit en recul soit sur limite séparative

Art.10 : Hauteur maximale des constructions

La hauteur des constructions est mesurée en tout point du bâtiment à partir du sol naturel existant avant travaux jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées exclus).

- La hauteur des constructions doit être adaptée à une bonne intégration dans le site. Cette hauteur ne doit pas excéder :
10 mètres mesurés au faîtage, pour la zone est du refuge
4 mètres mesurés au faîtage, pour la zone ouest de l'abris sécurité
Les équipements publics, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne sont pas soumis à cette règle.

Art.11 : Aspect extérieur des constructions

- Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, du site et des paysages. Tout projet de construction qui n'aboutirait pas à une bonne intégration sera refusé.
- L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement et en s'y intégrant le mieux possible, en particulier par leur adaptation au terrain et par leurs aménagements extérieurs, et notamment du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.
- L'implantation de la construction doit respecter la topographie existante avant la construction. Les exhaussements ou affouillements sont limités à l'assise nécessaire à la construction.
- Les volumes doivent être simples, de type rectangulaire.
- Les façades devront s'intégrer harmonieusement avec les bâtiments traditionnels environnants. Elles pourront présenter le soubassement d'aspect pierres, et le reste de la façade d'aspect bardage bois.
- Les toitures seront à deux pans, d'aspect tôle ondulée.

2.2. La réalisation d'une OAP sur le secteur de projet, à valeur d'UTN locale

L'article L151-7 II du code de l'urbanisme indique que :

« En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales. »

C'est en ce sens que l'OAP Refuge des Fonts est créée.

Comme demandés par le code de l'urbanisme, les sujets suivants ont été traités :

- La localisation du projet, à l'échelle de la commune, puis à l'échelle du site, avec une description de la composition du site actuel du refuge et de la localisation des futurs bâtiments
- La nature du projet : il développe les justifications du projet, la nécessité de créer de nouveaux bâtiments, les enjeux portés par le projet, la composition du projet, les implantations bâties et l'aspect architectural, les plans et les coupes de l'AVP sont intégrées à titre illustratif
- La capacité d'accueil globale et d'équipement : descriptions des surfaces de plancher créée par bâtiment nouveau, description de la réutilisation du bâti existant,

et présentations du nombre de couchage et de la capacité de la salle à manger, fréquentation estimée à l'année (environ 600 nuitées)

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la **rubrique 3.1**, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

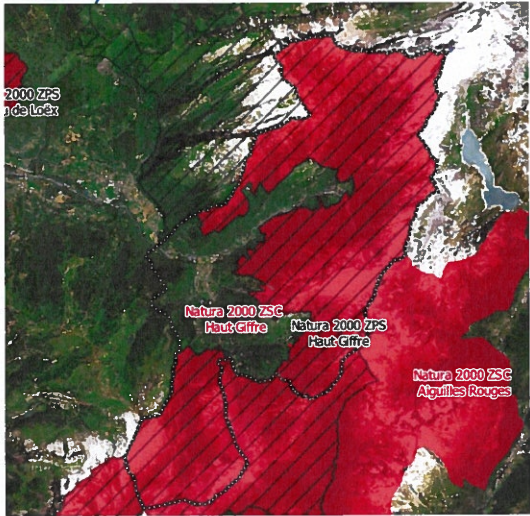
Si oui, préciser les effets

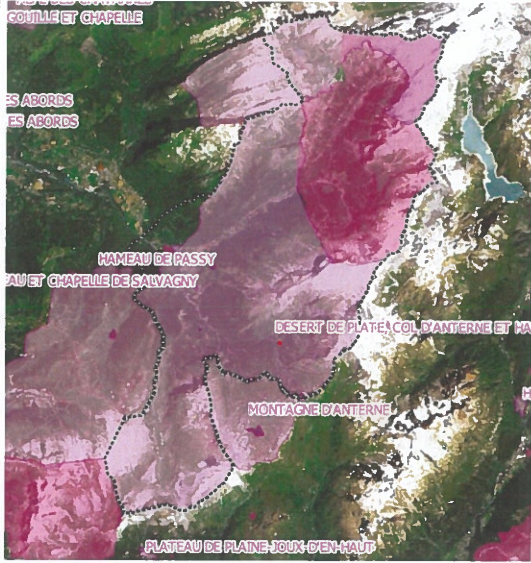
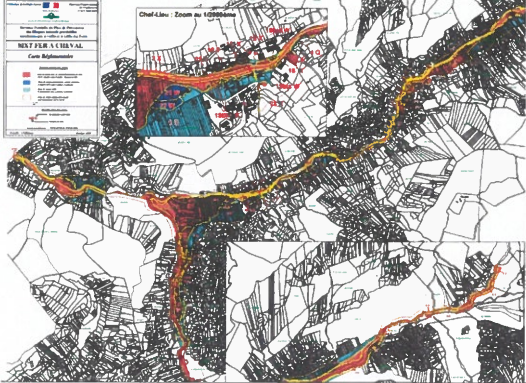
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

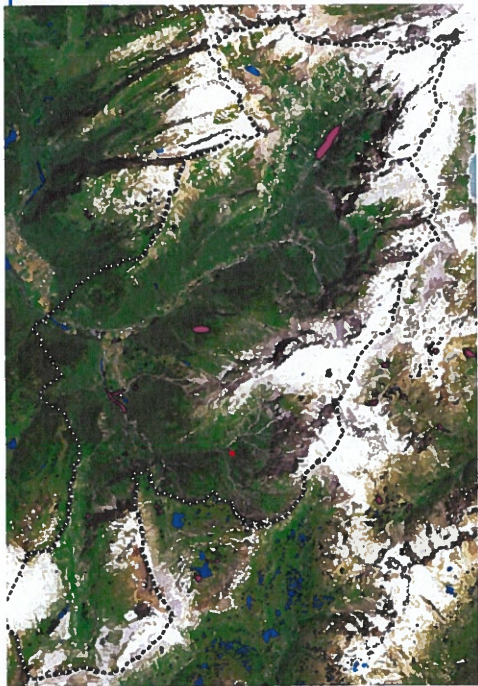
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :


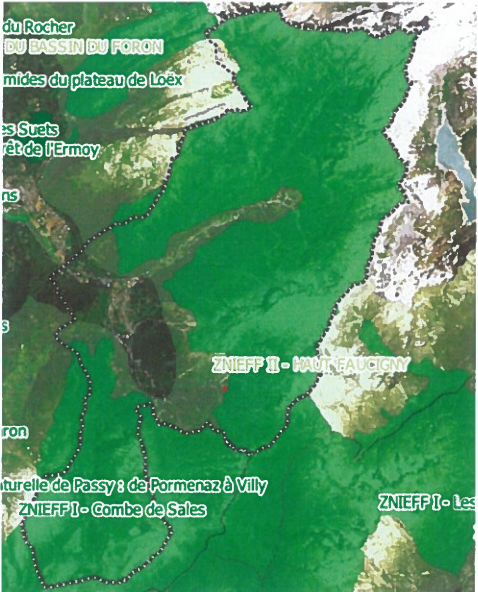
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur la totalité du territoire communal
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par le site Natura 2000 du « Haut Giffre » (FR8201700 – ZSC) et (FR8212008 – ZPS)</p> 
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réserve naturelle nationale de Sixt-Fer-à-Cheval
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sites classés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cirque du Fer à Cheval et Fond de la Combe, - tilleul planté au chef-lieu, - cascade du Rouget, gorges des Tines, cascades de la Sauffaz de Sales et de Pleureuse <p>Sites inscrits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désert de Platé, col d'Anterne, Haute vallée du Giffre et leurs abords => <u>seul ce site concerne le secteur de projet</u> - Ensemble formé par la chapelle de Salvagny et la fontaine, les portions de voies publiques qui les entourent et les chalets constituant le centre du hameau de Salvagny. - le hameau de Passy.

			
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>PPRI de Sixt-Fer-à-Cheval, inondation du Giffre</p>  <p><u>Le site projet n'est pas concerné par le ppri.</u></p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Sites classés ICPE : SARL Bacchetti et fils, Barbier Chalets et Chalets Deffayet</p> <p><u>Le site projet n'est pas concerné par cette servitude.</u></p>
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Annexe II

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ancienne Abbaye de Sixt et l'Oratoire de Maison Neuve sont classés au titre des monuments historiques <u>Le site projet n'est pas concerné par cette protection.</u>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la présence de 29 zones humides répertoriées.  <u>Le site projet n'est pas directement concerné par une zone humide. Il se trouve à 50 et 210 m de deux zones humides potentielles inventoriées par le CEN74.</u>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les corridors écologiques du SRCE

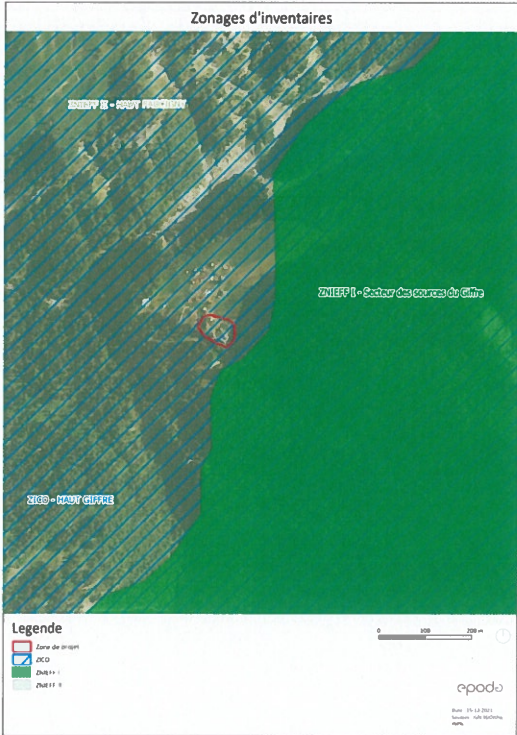
		 <p><u>Le site projet ne se localise pas dans un réservoir ni dans un corridor.</u></p>
<p>Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>La commune est concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ZNIEFF de type II Haut-Faucigny et Massif du Mont Blanc et ses annexes. - une ZNIEFF de type I secteur des sources du Giffre, Combe de Sales et la réserve naturelle de Passy (de Pormenaz à Villy) - une ZICO du Haut-Giffre 

			<u>La zone de projet est située dans la ZNIEFF II « Haut Faucigny » (n°800031567).</u>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par l'APPB suivant : « Combe de Vaconnant et le Secteur de Lededian » (FR3800962) <u>La zone de projet n'est pas concernée par ces mesures.</u>
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU communal comporte des EBC. <u>Toutefois, la zone de projet n'est pas concernée.</u>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de part sa localisation et sa densité ne s'apparente pas à une urbanisation en discontinuité. Néanmoins, il est soumis à OAP à valeur d'UTN locale.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRi) de Sixt-Fer-à-Cheval ne couvre pas la zone de projet.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

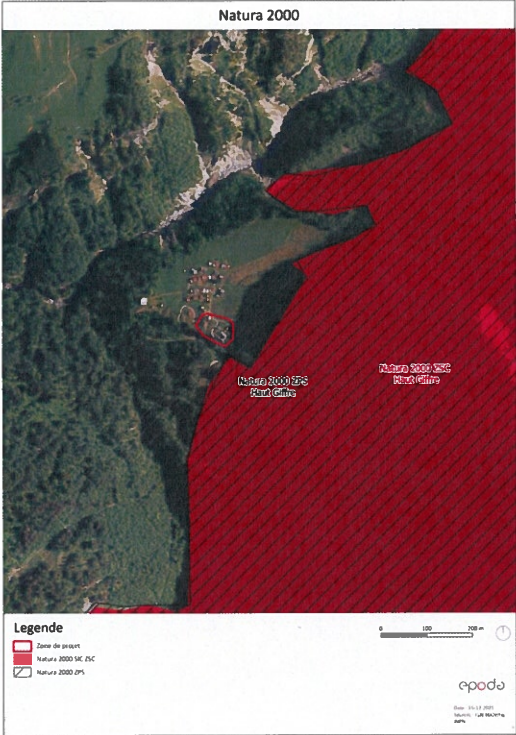
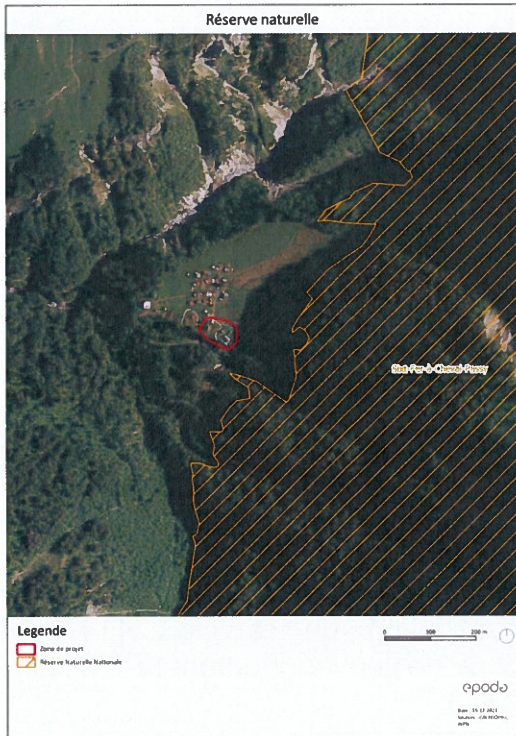
Annexe II

l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le site de projet est concerné par une ZNIEFF de type II Haut-Faucigny, et la ZICO du Haut-Giffre, et à proximité de la ZNIEFF type I Secteur des sources du Giffre.</p> 

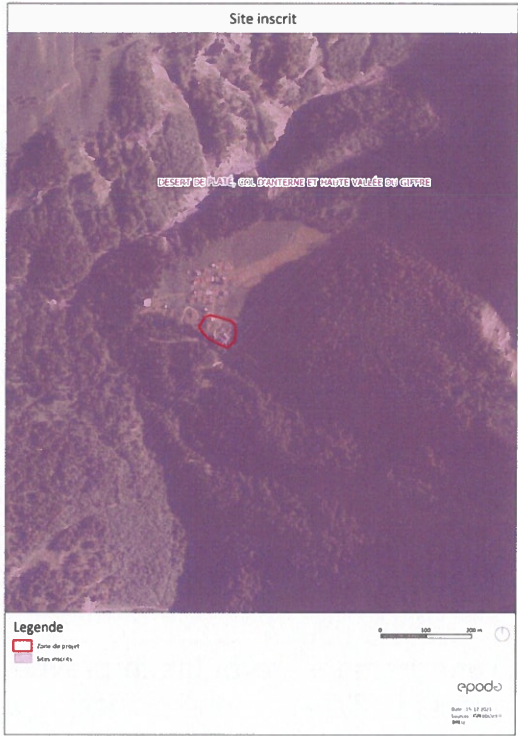
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La zone de projet n'est pas localisée dans un site Natura 2000.</p> <p>Le site Natura 2000 le plus proche (30 m) du projet est celui du « Haut Giffre » (FR8201700 – ZSC) et (FR8212008 – ZPS)</p>



Annexe II


			
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La zone de projet n'est pas localisée dans une réserve naturelle. La réserve naturelle Nationale la plus proche (50 m) du projet est celle de « Sixt-Fer-à-Cheval »</p> 

Annexe II

<p>D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur de projet est situé au sein du site inscrit du Désert de Platé, col d'Anterne et Haute vallée du Giffre</p> 
<p>D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La carte ci-dessous identifie des zones humides <u>potentielles</u> qui ne concernent pas directement le site de projet. Elles se situent à environ 50 et 210 m.</p>

Annexe II

			<div><p>Zones humides</p></div>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<div><input type="checkbox"/></div>	<div><input checked="" type="checkbox"/></div>	<div><p>D'après le SRADDET, aucun réservoir de biodiversité ni corridor écologique n'est localisé dans la zone de projet. Cependant, il existe un réservoir de biodiversité situé à proximité de celle-ci.</p><p>Dynamique et corridors écologiques</p></div>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<div><input checked="" type="checkbox"/></div>	<div><input type="checkbox"/></div>	<div><p>Le site de projet est concerné par une ZNIEFF de type II Haut-Faucigny, une ZNIEFF de type I (à proximité)</p></div>

			<p>secteur des sources du Giffre et la ZICO du Haut-Giffre</p> 
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone de projet n'est pas localisée dans un APPB. Le plus proche (plus de 6 km) du projet est « Combe de Vaconnant et du Secteur de Lededian » (FR3800962)
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de projet n'est pas concerné par la présence d'un EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de projet n'est pas identifié au titre de l'article L. 151-19 du CU.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur de projet n'est pas identifié au titre de l'article L. 151-23 du CU.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Décembre 2022

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

CDNPS (au titre de l'UTN locale), CDPENAF (au titre de la création d'un STECAL)

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- autre, préciser les modalités

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Sixt-Fer-à-Cheval	le,	02/12/2022
Nom	BOUVET	Prénom	Stéphane
Qualité	Maire		

Signature



9 – Auto évaluation

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU de Sixt-Fer-à-Cheval vise à permettre un projet de restructuration d'un refuge de montagne existant : le Refuge des Fonts, situé dans le Cirque du même nom.

Le refuge actuel est un bâtiment historique ne répondant plus aux normes et besoins actuels. De ce fait, des réflexions ont été engagées par les propriétaires afin d'améliorer leur site. La réhabilitation/extension a été écartée puisque cela ne permettait pas de répondre à tous les besoins de mise aux normes et aurait eu pour effet prévisible de dénaturer les qualités architecturales et patrimoniales du bâti. La création d'un nouveau bâtiment a été retenue, tout en réutilisant le bâti existant. En plus, un abri sécurité est également à créer.

Le projet ne vise pas à agrandir les capacités du Refuge, mais plutôt à en améliorer son fonctionnement. En effet, le nombre de couchage sera similaire. Seule la période de fréquentation pourrait être rallongée grâce à un bâtiment mieux isolé qui permettrait de poursuivre la saison jusqu'au début de l'automne.

La ressource en eau existante est en capacité, quelques travaux sont requis par l'hydrogéologue, qui donne un avis favorable à l'utilisation de la source privée utilisée jusqu'alors. Un système d'assainissement autonome sera créé. La gestion des déchets se poursuivra de façon similaire à l'organisation actuelle avec un compost et des poules sur place pour les déchets alimentaires, une limitation des autres déchets (réutilisation des caisses des commerçants, des cartons), des déchets et ordures ménagères transportés par véhicule par les gestionnaires et triés.

Le site se localise entièrement en zone Naturelle N, y compris les bâtiments actuels du refuge, ne permettant pas la réalisation de nouveaux bâtiments à destination de refuge.

De ce fait, afin de permettre le projet, il est nécessaire de faire évoluer le règlement écrit et graphique et de créer une OAP sur le secteur de projet. En effet, le projet de refuge s'inscrit dans le cadre d'une UTN locale, et pour l'inscrire au PLU, la réalisation d'OAP spécifique est requise.

La mise en compatibilité du PLU vise à créer deux STECAL pour permettre la réalisation du bâtiment de Refuge et de l'abri sécurité. Le zonage est circonscrit autour des bâtiments projetés (avec une marge de 3 m), et le règlement encadre strictement les surfaces de plancher autorisées, les hauteurs, l'aspect architectural, ...

L'impact du projet sur le milieu se veut très limité. En effet, il s'agit de renouveler une activité existante et non pas de créer une nouvelle fréquentation. C'est un projet qui ne crée pas de nouvelle pollution liée au transport puisqu'il n'est accessible qu'en modes doux, seul le véhicule des gestionnaires est utilisé pour le ravitaillement et la gestion des déchets. Il va améliorer les dépenses énergétiques puisque le bâtiment sera mieux isolé, et sera autonome grâce à l'utilisation de panneaux solaires.

Seule l'implantation des deux bâtiments (soit une emprise totale d'environ 350 m²) peut être considéré comme un impact négatif relatif, venant artificialisé une surface aujourd'hui qui ne l'ai pas. Ces espaces ne présentent pas d'enjeu écologique ni biologique. Effet, ils représentent des zones rudérales, remaniées et terrassées autour des aménagements existants. Ces zones sont fortement perturbées et peuvent être colonisées par des espèces végétales pionnières et/ou introduites. Ces milieux peuvent être qualifiés de « pelouse clairsemée », produits par un remaniement de substrat puis par une revégétalisation. Le sol est très peu profond, voire inexistant, et les plantes se développent sur un substrat minéral gravillonneux très dénudé. Ils sont peu favorables à la faune et la flore.

La zone d'étude ne fait pas partie de milieux sensibles inventorisés (Natura 2000, ZNIEFF type I, zone humide, arrêté de biotope, corridor ou réservoir, ...), elle fait toutefois partie de

Annexe II

la ZNIEFF II Haut Faucigny et de la ZICO Haut Giffre. Néanmoins, compte-tenu des habitats présents dans la zone de projet et de sa faible superficie, celui-ci n'est pas de nature à engendrer des incidences sur les milieux naturels et les espèces déterminantes de ces zones.

Annexe II

La procédure projetée n'a aucune incidence sur les différentes thématiques considérées ci-dessous. Le projet ne provoque aucun effet notable sur l'environnement (effets secondaires, cumulatifs, synergiques à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs), ainsi que le démontre la grille d'évaluation suivante.

Thèmes de la prise en compte de l'environnement			Justifications
Incidences sur le site Natura 2000			La zone de projet n'est pas localisée dans un site Natura 2000. Aucune incidence prévue à ce titre.
Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité			Le projet vise à construire 2 bâtis sur un site déjà anthropisé. Seule l'emprise des 2 bâtis réduira d'autant les surfaces aujourd'hui non artificialisées, soit environ 350 m ² . Rappelons que ces emprises et le site projet ne présente pas d'enjeu au regard des milieux naturels. Ce sont des milieux remaniés.
Consommation supplémentaire	d'espaces	NAF	Comme indiqués précédemment, seule l'emprise de 350 m ² vient réduire d'autant des espaces non artificialisés en espace artificialisé. Ce sont toutefois déjà des milieux remaniés par l'Homme. Le projet ne prévoit aucun aménagement annexe aux bâtiments (ni d'espaces de stationnements, ni de voirie, ni d'espaces d'agrément).
Incidence sur une zone humide			Aucune zone humide n'est présente sur le site projet.
Incidences sur l'eau potable			L'eau potable est gérée par une source privée, car aucun réseau d'alimentation en eau potable ne dessert le hameau. L'avis d'un hydrogéologue a été requis pour l'utilisation de cette ressource, et il ressort notamment que le dispositif exploité est en mesure de couvrir les besoins envisagés, et qu'il dispose d'une marge de sécurité confortable. Le rapport de l'hydrogéologue conclut que : « étant donné les conditions géologiques, hydrauliques et sanitaires observées et sous réserve de la mise en place des mesures et principes de protection définis dans son rapport (notamment des dispositifs d'amélioration de cette source), un avis favorable peut être donné à l'exploitation du captage du refuge des Fonds. Un dispositif de désinfection performant par UV sera installé et maintenu opérationnel en permanence ». Les gestionnaires du refuge font de la sensibilisation du public à l'enjeu de l'économie de l'eau un point fort de leur projet. C'est notamment dans cet objectif que le choix a été fait de ne pas proposer de sanitaires pour chaque dortoir.
Incidences sur la gestion des eaux pluviales			Les eaux pluviales sont collectées par un système de cheneaux et rejeté sur le terrain naturel. Au vu de la faible imperméabilisation des sols, seulement générée par l'emprise des bâtiments, il n'est pas prévu d'incidences majeures en la matière.

Incidences sur l'assainissement	<p>La gestion de l'assainissement des eaux usées sera réalisée par la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome via une filière compacte (fosse+filtre) agréée pour 20 Equivalents Habitants au minimum et d'un rejet des eaux après traitement dans le ravin des Chaux via une canalisation à créer. Un bac à graisse sera à mettre en place en amont du système de traitement, en lien avec l'activité de restauration.</p> <p>La Communauté de Communes des Montagnes du Giffre a émis un avis favorable à ce projet, en date du 09 juin 2022.</p>
Incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti	<p>Le refuge des Fonts fait partie d'une cinquantaine de chalets d'alpage contigus, inscrits dans la pente.</p> <p>Pour le projet, il s'agit de s'inscrire totalement dans le site en prévoyant une implantation du bâti épannelé dans la pente. Cela permet une intégration du projet à la pente et au contexte bâti et patrimonial. De plus, les implantations reprennent le principe d'alignement d'ouest en est, de façon similaire à l'organisation bâtie historique des lieux.</p> <p>Le projet prévoit de reprendre les codes de l'architecture des lieux : la volumétrie s'inspire d'un bâtiment existant présent dans le site : la fruitière, les toitures seront d'aspect tôle ondulée, et les façades avec soubassement maçonné recouvert d'un enduit, ossature bois avec bardage vertical avec approvisionnement local privilégié.</p> <p>En hiver, l'ensemble des ouvertures seront fermées grâce à des panneaux bois, permettant de redonner l'allure « austère » des constructions de montagne, mais également de protéger les menuiseries extérieures de la neige.</p> <p>Les panneaux solaires seront implantés en toiture orientée sud et en façade, ces derniers seront masqués durant la période hivernale par des panneaux bois.</p> <p>L'objectif est de limiter les incidences de ces nouveaux bâtis dans le paysage, par une inscription fidèle au site et aux bâtis existants.</p>
Sols pollués, incidences sur les déchets	<p>La gestion des déchets est organisée par les gestionnaires, par véhicule. La réflexion numéro 1 est la limitation des déchets, puis le tri pour ceux qui ne peuvent être évités. Le recourt au circuit court permet d'éviter les déchets liés aux emballages. Pour les commandes hebdomadaires, les caisses en plastiques et cageots en bois sont restitués aux vendeurs pour être réutilisés, et cette démarche commence à être réalisée pour les cartons.</p> <p>Un compost et des poules permettent de gérer les déchets alimentaires (restes et épluchures, pour 50l/semaine).</p> <p>Le reste est trié au départ selon les bennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les corps plats (papiers, cartonnage, briques alimentaires environ 30l/semaine), - les corps creux (canettes métal et quelques plastiques alimentaires 100l/semaine), - les verres (60l/semaine), - les cartons (aplatis environ 20l/semaine) - et enfin les ordures ménagères (50 à 80l par semaine).

	<p>Ces volumes vont rester similaire puisque le projet ne prévoit pas d'augmenter le nombre de couchages. Seule la période pourra être quelque peu prolongée.</p> <p>Le projet n'est pas concerné par une pollution des sols et ne sera pas de nature à en créer une.</p> <p>Le projet n'est pas concerné par un quelconque risque ou nuisance et ne sera pas de nature à en créer.</p>
<p>Incidence sur les risques et nuisances</p> <p>Incidences sur l'air, l'énergie, le climat</p>	<p>Le site n'est pas accessible en véhicules motorisés, hormis à titre exceptionnel pour le ravitaillement.</p> <p>L'impact sur la qualité de l'air est jugé nul.</p> <p>De plus, s'agissant de remplacer le refuge existant, avec une capacité équivalente, il n'est pas jugé non plus d'impact supplémentaire en matière de consommations d'énergies. Le nouveau refuge sera bien isolé comparativement au bâtiment historique actuel, véritable passoire thermique, et chauffé par un chauffe-eau solaire.</p> <p>Le projet est autonome en matière énergétique grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intégration de panneaux solaires en façade et sur un des pans de toiture ; au sous-sol, ces éléments sont raccordés à un ensemble de batterie permettant de stocker l'énergie produite ; - un poêle et un insert, chacun couplé à un bouilleur ; - un groupe électrogène ; - deux cuves à gaz.